

chés de l'étranger, il se trompe. C'est ce que je vais faire. S'il imagine que je ne m'efforcerais pas autant que possible de retenir les anciens marchés et d'en créer de nouveaux, d'ouvrir les portes à ceux qui se montrent hostiles à l'exportation de nos marchandises, il fait erreur. C'est ce que je vais accomplir.

Pour que le tableau fût complet il n'aurait eu qu'à ajouter: "Venez à moi, vous tous qui êtes fatigués et ployez sous le fardeau, et je vous soulagerai." C'est vraiment ce que signifiaient ses paroles. Or, au mois de septembre qui a suivi les élections nous avons eu une session spéciale du Parlement au cours de laquelle nous avons voté la somme de 20 millions de dollars pour soulager le chômage. L'an dernier au cours de la session régulière, le Gouvernement a reçu un blanc-seing lui permettant de dépenser tout ce qu'il voudrait et, cependant, après tout cela, le nombre des chômeurs a doublé au Canada depuis dix-huit mois. Ce n'est pas tout; il y a quelques jours nous avons vu quelques centaines de personnes, qui avaient ajouté foi à la parole du premier ministre en 1930, se rendre au Parlement, l'assemblée délibérative de la nation. Or, ceux qui avaient fait confiance au premier ministre en 1930 furent reçus à l'entrée des édifices parlementaires par une troupe de soldats armés jusqu'aux dents.

C'est grâce à ce genre de fascination politique que mon très honorable ami a gagné les élections de 1930. Jamais enchanteresse de la fable n'a aussi bien séduit ses confiantes victimes que ne l'a fait mon très honorable ami à cette époque-là. C'est cette sorte d'effervescence politique qui a placé les producteurs essentiels du Canada, agriculteurs, gens de la forêt, pêcheurs, mineurs, dans la situation désespérée où ils se trouvent aujourd'hui. Je me rappelle une caricature publiée par le parti conservateur durant la dernière campagne électorale. On y voyait, au milieu d'un champ de blé canadien, Jack Canuck, ayant à ses côtés le premier ministre, qui est maintenant le chef de l'opposition (M. Mackenzie King). Jack Canuck lui disait: "Qu'allez-vous faire de mon blé"?

M. ROWE: Qu'en a-t-il fait?

M. McPHEE: Je vais le dire à mon honorable ami. A cette époque le blé se vendait à raison de \$1.10 le boisseau. Un an plus tard, il se vendait à 69 cents, et, aujourd'hui, il vaut 46 cents le boisseau. Que dire des nouveaux marchés? Que fait-on des anciens débouchés et des marchés mal disposés?

J'arrive maintenant à la question des produits laitiers. Le tarif de protection devait avoir pour les marchands de tels produits le même effet que l'eau pour un sol assoiffé. Il

allait faire fleurir la Prairie et les Cantons de l'Est de Québec comme la vallée de Saron. Je me rappelle très bien que durant la dernière campagne électorale, j'avais comme adversaire le gérant d'une beurrerie; il était censé tout connaître au sujet du beurre. Si son parti était vainqueur, il allait détruire complètement le traité avec la Nouvelle-Zélande. Le parti conservateur avait fait une propagande si assidue contre le beurre de Nouvelle-Zélande et avait si bien répandu la doctrine de protection comme panacée de tous les maux des marchands de produits laitiers, que, même dans ma région, il y eut des gens qui pensaient que les pauvres vaches en étaient influencées. Je me rappelle très bien, monsieur l'Orateur, le soir du 28 juillet 1930. Je poursuivais mon chemin à travers la riante campagne pour retourner à Yorkton où je devais apprendre le résultat de la bataille électorale. Je me rappelle avoir vu plus d'une vieille vache réintégrant l'étable plus tôt que de coutume pour se faire traire, se rendant toute seule près du tabouret, en beuglant et presque les larmes aux yeux, à l'idée qu'on rétribuerait mieux son labeur lorsque, le 29 juillet, l'équipe du lait de beurre prendrait le commandement du navire de l'Etat canadien. Mais, hélas quelle désillusion non seulement pour la vache, mais pour les marchands de produits laitiers du Canada et les commerçants du pays. La Nouvelle-Zélande usa de représailles, ce qui eut des effets désastreux sur nos industriels. Il n'est pas surprenant que les cultivateurs du Canada soient aujourd'hui dans la misère et qu'ils aient besoin de secours. C'est parce que le Gouvernement a jonglé avec le tarif douanier. Je demande très sincèrement encore une fois au premier ministre de laisser nos cultivateurs tranquilles, et la prospérité leur reviendra.

Je dois me hâter, car mes quarante minutes sont presque épuisées. J'ai ici une facture que m'a envoyée un cultivateur de ma région. Il habite à quinze milles de la ville de Yorkton. Il avait tué quatre bœufs et avait amené leurs peaux au marché; elles pesaient cent soixante-huit livres. Le meilleur prix qu'il put obtenir pour ces peaux fut 1c.½ la livre, et encore pas pour argent comptant. Voici la facture. C'est en toute sincérité que je signale ces faits au ministre de l'Agriculture (M. R. Weir). Au crédit figure 168 livres de peaux à 1c.½ la livre, soit \$2.52; au débit, une paire de caoutchoucs, \$1.00; salopettes, \$1.25; tabac, 25 cents, crédit, 2 cents. Pourtant le ministre de l'Agriculture dit que l'espoir de l'Ouest réside dans la culture mixte.

L'hon. R. WEIR: L'honorable député voudrait-il établir la vérité de son affirmation?